

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-conspirateurs-cuillere-en-main-la-contra-s-organise-en-Argentine>

# **Des conspirateurs cuillère en main : la contra s'organise en Argentine.**

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : dimanche 23 mai 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Sur l'ordre de Kirchner et sans préavis, Pampuro est arrivé avec deux généraux au Régiment de Patricios, où un seul général en activité et plusieurs autres retraités dînaient avec des hommes politiques menemistes, alfonsinistes, nationalistes et des entrepreneurs. "Attention, nous ne conspirons pas", a expliqué Enrique Nosiglia, qui ne connaît pas le dicton français "qui s'excuse, s'accuse". En même temps, l'Église attaque la politique de vérité et de justice du gouvernement et la Cour de Cassation projette de lui asséner un autre coup.**

### La Castagna

Le jeudi 20, le ministre de la Défense, José Pampuro, visitait les ateliers de la 1ère Brigade Aérienne, à El Palomar, où la centrale opérationnelle a son réseau de contrôle radar de l'espace aérien, qui permettra de savoir en temps réel si un avion qui vole dans le ciel du pays a ou non son matricule en règle. A ce moment, son téléphone sonna. C'était le président. Pampuro s'inquiéta. Quand Néstor Kirchner appelle après dix heures du soir, c'est qu'il se passe quelque chose.

- ▶ José, pars à l'instant même au régiment Patricios - lui ordonna-t-il.
- ▶ Qu'est-ce qui se passe à Patricios ?
- ▶ Il y a quelques des gars qui se sont réunis pour manger et bavarder. Vois de quoi il retourne.

Comme le Chef d'État-Major de l'Armée, le général Roberto Bendini, dînait avec un envoyé de l'Armée française et qu'il n'était pas convenable de l'interrompre, Pampuro se fit accompagner par le sous-chef, Mario Chretien, et par le Commandant du 1er Corps, le général Carlos Antonio Esteves. Ils arrivèrent à Patricios à dix heures et demie du soir. Le parc de stationnement brillait sous les bigarrures des véhicules. Une fois entrés au cercle des officiers, ils virent les tables dressées et tous les convives habillés en civil. La seule exception était Chretien, qui devant la surprise générale introduisit son accompagnateur : "Messieurs, le ministre de la Défense". Le silence était insupportable.

### Des bibles et des chauffe-eau

Pampuro prit la parole. Il déclara qu'avec les deux généraux il faisait le tour des unités, qu'ils avaient été auparavant dans le régiment voisin des Grenadiers à cheval, qu'en passant ils avaient vu les voitures garées et qu'ils étaient entrés pour s'informer de l'activité du lieu. Les nouveaux-venus se répartirent la tâche d'identifier les assistants.

Ils ne découvrirent qu'un général en activité, Francisco José Goris, un protégé de l'ex-chef d'État-Major, Ricardo Brinzoni, qui durant le gouvernement de l'Alliance a utilisé l'ascension de Goris pour reléguer l'actuel chef Bendini. Un trafiquant d'armes tenta de s'éclipser. Comme maître de maison officiait le général Ernesto Juan Bossi, qui convoqua la réunion depuis la mutuelle militaire. Il est l'idéologue qui persiste le plus à vouloir que les Forces Armées récupèrent les fonctions policières.

Participèrent également l'ex-Chef d'État-Major Conjoint Juan Carlos Mugnolo, l'ex-sous-chef d'État-Major de l'Armée avec Brinzoni, Eusebio Jurczynszyn, objet d'une enquête à Córdoba pour espionnage des tribunaux fédéraux, et le général Hernán Olmos, un autre des officiers purgés en 2003 de l'État-Major de Brinzoni.

Parmi les civils on remarquait l'éminence grise du radicalisme, Enrique Nosiglia, et les cheveux gominés et la barbe

rousse de Vicente Gonzalo Masot. Nosiglia et Jaunarena furent les promoteurs des lois du point final et du devoir d'obéissance, à la nullité desquelles, déclarée par la justice et le Congrès, ils ne se résignent pas parce qu'elle compromet l'évaluation historique de leurs actes. Masot fut dans la décennie 1970 un remarquable militant de la Phalange Restauratrice Nationaliste dont le professeur Jordán Bruno Genta était l'inspirateur.

Vingt ans plus tard, il dut démissionner de son poste de vice-ministre de la Défense de Carlos Menem pour avoir publiquement pris la défense de l'application des tortures aux détenus. Parmi les entrepreneurs, l'attention était retenue par la présence de Miguel Angel Iribarne (l'associé d'Aldo Ducler dans Mercado Abierto ("Marché Ouvert"), une société poursuivie pour blanchiment d'argent) ; par celle du directeur de la banque chinoise de Hong Kong et de Shanghai (HSBC), Emilio José Cárdenas (celui qui a défini avec précision le gouvernement menemiste comme une cleptocratie, immédiatement nommé ambassadeur devant les Nations Unies) et d'un autre homme de principes, le banquier Jorge Brito que Kirchner a d'abord indiqué comme le financier de la campagne de Menem et ensuite comme le modèle du bourgeois national, des expressions en apparence seulement contradictoires.

A côté de nationalistes comme Gustavo Breide Obeid, étaient présents des ex-fonctionnaires menemistes de la Défense, comme Jorge Domínguez et Juan Ferreyra Pihno ; le péroniste de Buenos Aires Manuel Urriza ; l'ex-secrétaire du syndicat de l'Assurance et du Registre National des Armes, José Genaro Báez (un responsable de l'introduction sur la scène politique en 1975 du jeune arriviste Carlos Rückauf) ; des amiraux retraités contrariés par les décisions des directions précédentes, comme Horacio Fisher, le super beau-frère Basilio Pertiné, et Carlos Alberto Frascch ; des généraux qui rentrèrent chez eux pour favoriser la sortie des troupes dans la rue lors les mois chauds de 2002, comme l'ex-chef des parachutistes Emilio Nazar ; des conspirateurs invétérés comme l'amiral Miguel Troitiño, le général Carlos Matalón et le brigadier Luis Villar (fondateurs du pittoresque parti militaire la Nouvelle Option Républicaine, NOR ; Troitiño a été arrêté plusieurs fois pour avoir contesté sur un ton peu militaire les extraditions sollicitées par le juge Garzón et d'autres décisions judiciaires) ; le colonel Gustavo Gorriz, aide de camp de Menem et agent de Brinzoni à la Table de la Réconciliation ratée ; le capitaine de vaisseau Nolte Polledo, qui fut secrétaire des derniers Chefs d'État-Major de son arme durant la dictature militaire et déclara que des listes et une documentation avaient été envoyées en Suisse ; le colonel Alberto Jorge Crinigan, qui dut passer par les tribunaux dans l'affaire du Bataillon de renseignements 601 et accusa de trahison l'ex-Chef d'État-Major Martin Balza ; le capitaine de vaisseau Jorge Perren, le redoutable Puma de l'ESMA ; le capitaine de vaisseau Norberto Varela, congédié comme intervenant de la police municipale de Buenos Aires, accusé d'une privation de liberté présumée illégitime d'un employé de la commune, et qui définit la Conadep comme "un groupe factieux" ; le brigadier Francisco Serrat, sous la dépendance duquel ont été réalisées des travaux d'espionnage d'organisations politiques ; l'ex-chef des renseignements de l'Armée, Jorge Pedro Miná, accusé d'infraction à la loi de Défense dans l'enquête sur le meurtre du dernier appelé ; l'ex-chef des écoutes de la SIDE, Julio C. Sarmiento ; l'ex-chef de Gendarmerie Hugo Miranda et le colonel Rubén Víctor Visuara, ex-chef opérationnel de la bande d'Aníbal Gordon et du centre clandestin de détention Automotores Orletti.

Il y avait aussi quelques collaborateurs de Jaunarena dans le nouveau groupe Sûreté dans la Démocratie (Send) qui vient d'être créé : l'ex-directeur de l'État-Major de l'Armée avec Brinzoni, le général (OD) Alfredo Lafuente, le contre-amiral Uberti et son ex-chef de cabinet, le journaliste Raúl García. Un crapaud de l'autre puits, le député kirchneriste de Córdoba Eduardo Di Cola, intervenant dans le Correo Argentino, commençait à se demander : qu'est-ce qu'un homme comme moi fait dans cet endroit ? Son ami le colonel Ochoa, de Río Cuarto comme lui, l'avait invité sous le prétexte d'un ragoût au maïs et d'un pâté en croûte.

Découverts avec les cuillères dans l'assiette, les participants se justifièrent en disant s'être réunis là pour célébrer le Jour de la Patrie. Ils ne réussirent pas à expliquer pourquoi ils le faisaient le 20 mai. Ils ne donnèrent pas non plus la raison des rencontres similaires qu'ils eurent dans les derniers mois (la précédente chez les Grenadiers), auxquelles assistèrent deux généraux qui n'étaient pas présents jeudi : Ricardo Brinzoni et Daniel Reimundes.

Pampuro et Chretien s'assirent à la table de Jaunarena et de Nosiglia. L'agent radical essaya une autre excuse :

▶ Attention, nous ne conspirons pas.

▶

Ce que vous dites m'assure du contraire - lui répondit Pampuro avec un sourire de courtoisie toute urbaine.

On entendait seulement le bruit des couverts, qui nettochèrent ce qui restait dans les assiettes et après, "frtt frtt", chacun chez soi. À onze heures du soir il ne restait plus personne. Quelle nuit de chiens.

### Eau bénite

Ce n'est pas un fait isolé. Il y a trois semaines, l'ex-chef de la délégation de la dictature militaire à la Cour Suprême de Justice, Pedro J. Frías, a entamé une escalade contre le gouvernement que l'Église se propose de parachever en septembre.

Consultant de l'Église, Frías a déclaré que "de son point de vue, le Gouvernement préfère le souvenir. D'accord pour le souvenir, mais pas pour la rancune dont il veut témoigner. Nous avons besoin de la réconciliation, qui est le produit social du pardon. Une société réconciliée ne vit pas dans le passé". Dans une objection directe au gouvernement, il a déclaré que la fragmentation complique la gouvernabilité et que "l'on a recours au populisme. À lui s'associent le clientélisme, tellement lié à l'aide sociale, et la transversalité, pour créer un pouvoir personnel".

La semaine dernière, lors de la conclusion des délibérations de l'Assemblée Plénière qui réunit une centaine d'évêques à San Miguel, le document "Nous avons besoin d'être une Nation" a considéré qu'il était fondamental de "rendre possible la réconciliation dans notre société, meurtrie par la division et le désaccord. Notre passé, à nous les Argentins, continue de peser trop lourd. Si nous l'assumons à partir de la réconciliation, au lieu d'être cause de divisions, il deviendra une école qui nous enseignera tout ce que nous devons faire pour nous intégrer et grandir en communion".

Plus explicite a été le deuxième vice-président de l'Épiscopat, l'évêque de Corrientes Domingo Castagna, qui a déclaré que "Kirchner est loin de pardonner et d'avoir une prédisposition à être pardonné". Castagna est en charge de l'organisation du Congrès Eucharistique National qui sera célébré en septembre dans sa province. Devant le journal La Nación il a révélé que l'Église recommencera alors à faire pression sur le gouvernement sous la devise "Eucharistie : réconciliation et solidarité".

Selon Castagna, si la volonté de réconciliation ne naît pas chez les dirigeants politiques, l'Église cherchera à la faire surgir comme une exigence du peuple. " Il faut une réconciliation et c'est un objectif populaire ", a dit Castagna, prenant le contrepied de tout ce que l'on connaît de l'opinion publique, qui, chaque fois qu'elle est consultée, se prononce avec des pourcentages supérieurs à 70 % en faveur du châtimeur pour les crimes de la dictature militaire. Avec un euphémisme typique qui vise à sanctifier un projet politique, Castagna a dit avoir confiance que " la grâce de Christ produira la réaction dans le peuple en faveur de la réconciliation ".

Pour l'évêque de Corrientes, le président a une "attitude de refus de pardonner et de reconnaître la nécessité d'être pardonné" qui "attende à la vraie réconciliation" parce que "nous avons tous besoin de pardon et nous ne devons pas avoir l'attitude manichéiste de diviser la société entre purs et impurs". Ce relativisme moral, qui met sur le même pied les justes et les pécheurs, a provoqué la réaction de Kirchner.

Le président a dit qu' "on ne peut pas construire une société sans justice, sans vérité et dans l'impunité. Nous sommes arrivés à cette situation parce que tout pouvait être pardonné. Ce que chacun avait fait n'importait pas ; au nom de la réconciliation nous pardonnions n'importe quoi".

L'Épiscopat a répliqué que "dans l'enseignement de l'Église le pardon n'est pas un manteau avec lequel on couvre le

passé, mais une réponse de la grandeur devant le repentir". Il a ajouté que lorsque l'Église "parle d'une réconciliation entre les Argentins, elle le fait toujours dans un contexte de respect pour la Justice". Dans un rectificatif à La Nación que le journal a publiée sans commentaires, la Commission Exécutive a dit que Castagna ne se référait pas au Président et que sa phrase réelle était que "tous les Argentins doivent adopter l'attitude de pardonner et de demander pardon pour parvenir à une vraie réconciliation". Selon la Commission Exécutive de l'Épiscopat composée des évêques Eduardo Mirás, Jorge Bergoglio et Domingo Castagna, le président ne comprend pas ce que signifie la réconciliation pour l'Église. Au contraire, ses paroles concises et respectueuses indiquent qu'il le comprend très bien.

### Des salades

Castagna est une vieille connaissance des victimes de terrorisme d'État. En janvier 1978, quand sont apparus plusieurs corps mutilés sur les plages de Santa Teresita, une délégation des Mères de la Place de Mai s'est présentée à la Curie de Buenos Aires. "Là, monseigneur Castagna nous a accueillis. Très cordialement, il nous a dit de ne pas nous inquiéter parce que ces cadavres étaient ceux de chinos ivres qui se battaient et tombaient des bateaux, et non ceux de disparus", se rappelle Nora Cortiñas.

En 1980, quand le prix Nobel de la paix fut attribué à Adolfo Pérez Esquivel, fondateur du Service de Paix et de Justice, l'Église a clairement expliqué que cette organisation, que le gouvernement tenait pour subversive, n'avait rien à voir avec la Commission Argentine de Justice et de Paix, qui dépendait de la Conférence Épiscopale "et dont le conseiller ecclésiastique est monseigneur Domingo Castagna".

En 1982, après l'effondrement de la dictature dans la guerre des Malouines, l'Église a établi un dénommé Service de Réconciliation, qui a consisté en une intermédiation entre le dernier dictateur Benito Bignone et les partis politiques.

L'un de ceux qui assistaient à ces rencontres, le politicien démocrate-chrétien et fondateur du Centre d'Études Légales et Sociales, Augusto Conte, a raconté qu'il s'agissait d'un troc, d'un calendrier électoral pour l'impunité, qui devait culminer le 19 décembre de cette année par une grand-messe de réconciliation. Ce fut un échec parce que les partis n'ont pas accepté les conditions que la dictature n'était plus en état d'imposer. L'un des évêques chargés de ce service de réconciliation était le tenace Castagna.

En 1995, quand ont commencé les jugements pour la vérité, un groupe de cinq évêques, parmi lesquels Castagna, a fait connaître son opposition. "Pourquoi devons-nous connaître toute la vérité ? Pour recommencer à nous affronter ou pour nous réconcilier ?", ont-ils demandé. Depuis lors, périodiquement, l'Église recommence à tendre sa main au secours des inculpés de violations des droits humains. Pour l'Église, la réconciliation est un sacrement. Il s'agit de la réconciliation avec Dieu, de qui les hommes se sont éloignés par le péché originel. Le sacrifice de Jésus a permis la réconciliation avec Dieu, de qui les hommes peuvent s'appeler les enfants grâce au Fils, et dès lors s'appeler entre eux des frères. Certes, le sens politique de la réconciliation est autre et l'Église joue sur la confusion entre le langage commun et le jargon théologique.

### La Cassation

L'escalade à laquelle poussent l'Église, des secteurs des Forces Armées, des alfonsinistes, des menemistes et des nationalistes, doit culminer avec une décision de la Cour Nationale de Cassation Pénale, qui se propose de déclarer valides les lois de point final et de devoir d'obéissance. Le cas choisi à cet effet est celui du Capitaine de vaisseau Raúl Enrique Scheller, alias le Pingouin ou Mariano, l'un des tortionnaires de l'École de Mécanique de l'Armée. La salle militaire de la Cour de Cassation, composée des juges Gustavo Hornos, Amelia Berraz de Vidal et Anne Marie Capolupo de Durañona et Vedia, s'est emparée per saltum de la cause de l'ESMA.

Le 1er septembre dernier, après la loi de nullité, la Chambre Fédérale a ordonné le tirage au sort des affaires qui avaient été paralysées par la loi de devoir d'obéissance. La cause de l'ESMA est revenue au tribunal fédéral 12. Le 16 septembre, le juge fédéral Sergio Torres a ordonné la mise en détention de quinze retraités, parmi lesquels Scheller, Jorge Acosta et Alfred Astiz. Tous ont présenté des recours en appel, pour nullité et inconstitutionnalité. La Cour Fédérale a attendu que le tirage au sort du tribunal constituait un acte de surintendance, pour la meilleure ordonnance du travail des tribunaux dépendants d'elle, mais que ce n'était pas un acte juridictionnel dont on pouvait faire appel.

Toutes les questions devaient être posées devant le tribunal de Torres. Scheller a renoncé aux recours de nullité et d'inconstitutionnalité et a recouru de manière directe et irrégulière à la Cassation. La cause est du ressort du Code de procédure réformé en 1991 qui ne prévoit pas le per saltum devant la Cassation. Si elle était du ressort du Code ancien, ce tribunal ne pourrait pas non plus intervenir, puisqu'il a été récemment créé par cette réforme.

Scheller et ses avocats de confiance, Alfredo Solari et Juan Pablo Vigliero, protestent de la violation présumée de la garantie que personne ne peut être jugé deux fois pour le même fait. Ils supposent pour cela que la cause était entendue et que Scheller peut invoquer la chose jugée. Il y a deux semaines la Cour de Cassation lui a accordé le recours. Torres devra se désaisir des dossiers et les envoyer à ce tribunal qui maintenant se prononcera sur le fond de la requête du Pingouin.

Les mêmes juges ont paralysé il y a quatre ans les jugements pour la vérité à Bahía Blanca, en saisissant le dossier pour décider de l'appel d'un colonel de l'Armée. Dans un texte d'une évidente plume alfonsiniste (à ce moment-là, le ministre de la Justice était Ricardo Gil Lavedra), la Cassation a interdit que les militaires déposent comme témoins. À la suite de cela, le CELS a promu la nullité des lois d'impunité, pour qu'ils puissent déposer comme accusés.

Dans le même temps, l'Église entreprenait une nouvelle offensive de réconciliation entre victimes et bourreaux, avec son document "La réconciliation des baptisés" et une cérémonie publique spectaculaire à Córdoba, où l'on mit sur le même plan "la violence de la guerrilla et la répression illégitime" et où l'envoyé du pape Rosalío Castillo Lara a comparé la justice à "une vengeance déguisée", concepts que Frías a repris maintenant dans sa déclaration. C'est, en termes historiques et philosophiques, une absurdité, puisque la justice a surgi comme une alternative qui surpasse la vengeance.

Dans la Grèce archaïque décrite par Homère, il n'y a ni juge ni vérité ni sentence, il n'y a que la lutte. La seule façon de déterminer qui a violé le droit de l'autre est le combat entre deux guerriers. Selon Michel Foucault, le processus par lequel "le peuple s'est emparé du droit de juger, de dire la vérité", est l'une des grandes conquêtes du droit athénien, qui a placé une vérité sans pouvoir au-dessus d'un pouvoir sans vérité. A Rome, à la même époque, les amendes ont commencé à remplacer les mutilations du « oeil pour oeil et dent pour dent » des codes mosaïques, babyloniens et germaniques.

Mais la chute de l'empire romain a ramené les choses à leur état antérieur, de sorte que ce passage de la vengeance à la justice a dû se répéter au Moyen Âge. Ce n'est qu'au XIIIe siècle qu'apparaît la sentence que Foucault décrit comme "l'énonciation par un tiers de ce qui suit : une certaine personne qui a dit la vérité, a raison ; une autre, qui a dit un mensonge, n'a pas raison". Rien n'est plus éloigné du relativisme moral que promeut l'Épiscopat argentin.

Sans le besoin de remonter aussi loin, la simple observation contemporaine affirme l'énorme importance qu'a eu en Argentine le rétablissement des normes juridiques pour trancher les querelles entre factions politiques. La condamnation des Juntas Militaires en 1985 a été la clôture civilisée d'un cycle de trois décennies de violence et de représailles, qui s'était ouvert par le bombardement de la Place de Mai en juin 1955 et qui a inclus la séquestration et le meurtre d'Aramburu en 1970, le massacre de Trelew en 1972, les attentats personnels de la guérilla, les crimes de

la Triple A et la gigantesque usine répressive montée par les Forces Armées à partir du coup d'Etat de 1976. Qu'il n'ait pas existé un seul acte de vengeance de la part des familiers des victimes parle pour la capacité régénératrice qu'a eu la vie en commun malgré la faiblesse des mesures de justice que le pays a connue alors. Les lois et les décrets d'impunité du quinquennat 1986-1990 ont annulé les condamnations prononcées et ont interrompu les processus postérieurs qui étaient en cours, avec lequel s'est initiée la crise de crédibilité qui a miné les institutions.

"Il n'existe pas de réconciliation juste et durable sans que soit apportée une réponse effective aux désirs de justice" disent les "Principes pour la protection et la promotion des Droits humains et de la lutte contre l'impunité" des Nations Unies. Le pardon est un "acte privé" et suppose, "en tant que facteur de réconciliation, que la victime connaisse l'auteur des violations commises contre elle et que l'opresseur soit en état de manifester son repentir ; en effet, pour que le pardon soit accordé, il est nécessaire qu'il soit sollicité".

Il ne semble pas que l'Église travaille dans cette direction, quand l'évêque militaire Antonio Baseotto prend la tête d'un action contraire face à l'ESMA, appelée par Troitiño, où, loin de demander pardon, on a revendiqué les actes. L'opération culminera en septembre. Kirchner sera invité à parler au Congrès Eucharistique de Corrientes, comme l'ont fait d'autres présidents dans les décennies précédentes, ce qui dans ce cas-ci sera une embuscade. À coups de Castagna !

Página 12, 23 de mayo del 2004

Traduction de Philippe Raynaud : [hapifil@yahoo.fr](mailto:hapifil@yahoo.fr)